



## CHAPITRE 63

Loi assurant le droit de l'enfant à l'éducation et instituant un nouveau régime de convention collective dans le secteur scolaire

[Sanctionnée le 17 février 1967]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

### SECTION I

#### DÉFINITIONS

Interprétation:

« commission scolaire »;

« grève »;

« convention collective ».

1. Dans la présente loi, les expressions suivantes signifient:

a) « commission scolaire »: une commission scolaire régionale, une commission scolaire centrale protestante, le Bureau métropolitain des écoles protestantes de Montréal, le Bureau des écoles protestantes de Québec métropolitain, la Commission des écoles catholiques de Québec, la Commission des écoles catholiques de Montréal et toute commission scolaire régie par la Loi de l'instruction publique;

b) « grève »: une grève au sens du Code du travail;

c) « convention collective »: une convention collective au sens du Code du travail de même qu'une sentence arbitrale qui en tient lieu.

### SECTION II

CONDITIONS DE TRAVAIL JUSQU'AU 30 JUIN 1968

Retour au travail.

2. Tout instituteur qui est actuellement en grève doit, dans les quarante-huit

## CHAPTER 63

An Act to ensure for children the right to education and to institute a new schooling collective agreement plan

[Assented to 17th February 1967]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

### DIVISION I

#### DEFINITIONS

Interpretation:

1. In this act, the following expressions mean:

(a) "school board": a regional school board, a Protestant central school board, the Protestant School Board of Greater Montreal, the Protestant School Board of Greater Quebec, The Catholic School Commission of Quebec, The Montreal Catholic School Commission and any school board governed by the Education Act;

(b) "strike": a strike within the meaning of the Labour Code;

(c) "collective agreement": a collective agreement within the meaning of the Labour Code and also an arbitration award made in lieu thereof.

### DIVISION II

CONDITIONS OF EMPLOYMENT UNTIL 30 JUNE 1968

2. Every teacher who is now on strike shall, within forty-eight hours after the

Return to work.

heures qui suivent l'entrée en vigueur de la présente loi, retourner au travail et remplir les devoirs de sa fonction, et toute commission scolaire qui est actuellement atteinte par une grève doit, dans le même délai, organiser la reprise des cours et reprendre à son service tous les instituteurs à son emploi avant la grève.

Mesures disciplinaires prohibées.

Aucune mesure disciplinaire ne doit en raison de la grève ou d'actes posés pendant la grève être exercée contre un instituteur qui se conforme au présent article.

Conventions continuées.

**3.** Toute convention collective intervenue entre une commission scolaire et une association d'instituteurs qui a expiré avant le 11 février 1967 et n'a pas été, avant cette date, renouvelée ou remplacée par une nouvelle convention collective, est en vigueur jusqu'au 30 juin 1968 nonobstant l'expiration du terme qui y était stipulé.

Idem.

**4.** Toute convention collective intervenue entre une commission scolaire et une association d'instituteurs qui, en vertu des stipulations qui y sont contenues, doit expirer après le 10 février 1967 et avant le 1er octobre de la même année, continue néanmoins d'être en vigueur jusqu'au 30 juin 1968.

Remplacement de barèmes par échelle.

**5.** A l'expiration du terme stipulé par une convention collective prolongée en vertu des articles 3 ou 4 et sous réserve des articles 6 et 7, tous les barèmes de traitements établis par cette convention sont remplacés par l'échelle de traitements reproduite à l'annexe de la présente loi, sauf les barèmes relatifs aux suppléments pour la scolarité additionnelle et la fonction de chef de section ou de responsable d'école qui peuvent s'y ajouter.

Traitement maximum.

**6.** Le traitement d'un instituteur en vertu de l'échelle décrétée par l'article 5 ne doit pas être supérieur de plus de mille dollars au traitement prévu pour sa catégorie aux barèmes en vigueur pendant l'année scolaire terminée le 30 juin 1966 en vertu de la convention collective prolongée par les articles 3 ou 4 et à laquelle il était assujéti pendant cette année scolaire, ou, s'il n'a pas enseigné pendant

coming into force of this act, return to work and perform the duties of his office, and every school board which is now affected by a strike shall, within the same delay, arrange for the resumption of classes and take back into its service all teachers employed by it before the strike.

No disciplinary measure shall be taken by reason of the strike or of things done during the strike against any teacher who complies with this section.

Disciplinary measures prohibited.

**3.** Every collective agreement between a school board and an association of teachers, which has expired before the 11th of February 1967 and which has not, before such date, been renewed or replaced by a new collective agreement, shall be in force until the 30th of June 1968 notwithstanding the expiration of the term stipulated therein.

Agreements continued.

**4.** Every collective agreement between a school board and an association of teachers which, by its provisions, will expire after the 10th of February 1967 and before the 1st of October of the same year, shall nevertheless continue to be in force until the 30th of June 1968.

Idem.

**5.** At the expiration of the term stipulated in a collective agreement extended under section 3 or 4 and subject to sections 6 and 7, all the tables of salaries established by such agreement shall be replaced by the scale of salaries set out in the schedule to this act, except the tables concerning supplementary amounts for additional schooling and the office of department head or of head teacher of a school, which may be added thereto.

Tables replaced by scale.

**6.** The salary of a teacher under the scale enacted by section 5 shall not exceed by more than one thousand dollars the salary prescribed for his category in the tables in force during the school year that ended on the 30th of June 1966 under the collective agreement extended by section 3 or 4 and to which he was subject during such school year or, if he did not teach during such year, to which

Maximum salary.

cette année à laquelle il aurait été assujéti s'il avait enseigné; l'instituteur a néanmoins droit à l'augmentation annuelle prévue à cette nouvelle échelle en raison de l'augmentation du nombre de ses années d'expérience depuis l'expiration du terme stipulé à la convention collective prolongée par les articles 3 ou 4 et à laquelle il était assujéti.

he would have been subject if he had taught; the teacher shall nevertheless be entitled to the annual increase provided for in such new scale by reason of the increase in the number of his years of experience since the expiration of the term stipulated in the collective agreement extended by section 3 or 4 and to which he was subject.

Traitements au cas de convention prolongée.

**7.** Le traitement d'un instituteur qui est actuellement à l'emploi d'une commission scolaire dont la convention collective est prolongée par l'article 3 est, pendant la durée de cette convention et tant qu'il demeure à l'emploi de cette commission, le traitement prévu pour sa catégorie en vertu des barèmes établis pour l'année scolaire expirée le 30 juin 1966, si tel traitement est supérieur à celui qui est prévu pour sa catégorie à l'échelle décrétée par l'article 5.

**7.** The salary of a teacher who is now employed by a school board whereof the collective agreement is extended by section 3 shall be, for the duration of such agreement and as long as he remains in the employ of such board, the salary provided for his category under the tables established for the school year which ended on the 30th of June 1966, if such salary exceeds that provided for his category in the scale enacted by section 5.

Salaries in case of extended agreement.

Idem.

Le traitement d'un instituteur qui est actuellement à l'emploi d'une commission scolaire dont la convention collective est prolongée par l'article 4 est, pendant la durée de cette convention et tant qu'il demeure à l'emploi de cette commission, le traitement prévu pour sa catégorie en vertu des barèmes établis pour l'année scolaire actuellement en cours, si tel traitement est supérieur à celui qui est prévu pour sa catégorie à l'échelle décrétée par l'article 5.

The salary of a teacher who is now employed by a school board whereof the collective agreement is extended by section 4 shall be, for the duration of such agreement and as long as he remains in the employ of such board, the salary provided for his category under the tables established for the current school year, if such salary exceeds that provided for his category in the scale enacted by section 5.

Idem.

Traitements payables.

**8.** Chaque commission scolaire qui est partie à une convention collective prolongée par l'article 3 paiera le 1er avril 1967 à chaque instituteur qui est actuellement à son emploi une somme de quatre cents dollars diminuée, le cas échéant, d'un montant égal à l'excédent du traitement auquel cet instituteur aurait droit au cours de l'année scolaire qui se terminera le 30 juin 1968 en vertu de l'échelle décrétée par l'article 5, sur le traitement auquel il avait ou aurait eu droit au cours de l'année scolaire terminée le 30 juin 1966 en vertu des barèmes de traitements établis par cette convention collective.

**8.** Every school board which is a party to a collective agreement extended by section 3 shall pay, on the 1st of April 1967, to each teacher who is now in its employ a sum of four hundred dollars less, should the case arise, an amount equal to the excess of the salary to which such teacher would be entitled during the school year ending on the 30th of June 1968 under the scale enacted by section 5, over the salary to which he was or would have been entitled during the school year that ended on the 30th of June 1966 under the tables of salaries established by such collective agreement.

Salaries to be paid

Idem.

Chaque commission scolaire qui est partie à une convention collective prolongée par l'article 4 paiera le 1er avril 1967 à chaque instituteur qui est actuellement à son emploi une somme de deux cents dol-

Every school board which is a party to a collective agreement extended by section 4 shall pay, on the 1st of April 1967, to each teacher who is now in its employ a sum of two hundred dollars less, should

Idem.

lars diminuée, le cas échéant, d'un montant égal à l'excédent du traitement auquel cet instituteur aurait droit au cours de l'année scolaire qui se terminera le 30 juin 1968 en vertu de l'échelle décrétée par l'article 5, sur le traitement auquel il avait ou aurait eu droit au cours de l'année scolaire terminée le 30 juin 1967 en vertu des barèmes de traitements établis par cette convention collective.

Paie-  
ments  
au cas de  
conven-  
tion pro-  
longée.

**9.** Chaque commission scolaire qui est partie à une convention collective prolongée par l'article 3 paiera :

a) avant le 30 juin 1967, à chaque instituteur à son emploi pour l'année scolaire en cours, une somme égale à l'excédent de la rémunération à laquelle cet instituteur aurait eu droit pour sa tâche régulière au cours de cette année en vertu de la dernière offre faite par cette commission scolaire avant le 11 février 1967 en vue du renouvellement de la convention collective, sur la rémunération à laquelle cet instituteur a droit pour cette année en vertu des articles 5 à 8;

b) avant le 30 juin 1968, à chaque instituteur à son emploi pour l'année scolaire 1967-1968, une somme égale à l'excédent de la rémunération à laquelle cet instituteur aurait eu droit pour sa tâche régulière au cours de cette année en vertu de la dernière offre faite par cette commission scolaire avant le 11 février 1967 en vue du renouvellement de la convention collective, sur la rémunération à laquelle cet instituteur a droit pour cette année en vertu des articles 5 à 8.

Approba-  
tion de  
l'arbitre.

Aucun paiement ne peut être fait en vertu du présent article sans l'approbation de l'arbitre nommé en vertu de l'article 17 qui doit s'assurer que le montant à payer est véritablement dû en vertu du présent article.

Supplé-  
ment limi-  
té.

**10. 1.** Le supplément annuel qui peut être payé à l'instituteur qui occupe la fonction de chef de section ou de responsable d'école ne peut excéder \$500.

Idem.

**2.** Aucun supplément ne peut être accordé pour une partie d'année de scolarité qui n'est pas au moins égale à une demi-année de scolarité additionnelle reconnue.

the case arise, an amount equal to the excess of the salary to which such teacher would be entitled during the school year ending on the 30th of June 1968 under the scale enacted by section 5, over the salary to which he was or would have been entitled during the school year ending on the 30th of June 1967 under the tables of salaries established by such collective agreement.

**9.** Every school board which is a party to a collective agreement extended by section 3 shall pay:

Payment  
in case of  
extended  
agree-  
ment.

(a) before the 30th of June 1967, to each teacher in its employ for the current school year, a sum equal to the excess of the remuneration to which such teacher would have been entitled for his regular duties during such year under the last offer made by such school board before the 11th of February 1967, with a view to the renewal of the collective agreement, over the remuneration to which such teacher is entitled for such year under sections 5 to 8;

(b) before the 30th of June 1968, to each teacher in its employ for the school year 1967-1968, a sum equal to the excess of the remuneration to which such teacher would have been entitled for his regular duties during such year under the last offer made by such school board before the 11th of February 1967, with a view to the renewal of the collective agreement, over the remuneration to which such teacher is entitled for such year under sections 5 to 8.

No payment shall be made under this section without the approval of the arbitration officer appointed under section 17 who must assure himself that the amount to be paid is in fact due under this section.

Approval  
of arbitra-  
tion  
officer.

**10. (1)** The annual supplementary amount which may be paid to a teacher who holds the office of department head or of head teacher of a school shall not exceed \$500.

Supple-  
mentary  
amount  
limited.

(2) No supplementary amount may be granted for a portion of a year of schooling which is not at least equal to a half year of recognized additional schooling.

Idem.



Modifica-  
tions.

**11.** Entre le trentième et le soixantième jour suivant l'entrée en vigueur de la présente loi, les parties à une convention collective prolongée par l'article 3 doivent y apporter les modifications nécessaires pour donner effet aux ententes intervenues entre elles avant le 11 février 1967, pourvu que ces ententes aient été constatées par écrit avant cette date, qu'elles ne soient pas inconciliables avec les dispositions de la présente loi ou de l'annexe et que le texte en soit transmis au ministre de l'éducation dans les quinze jours suivant l'entrée en vigueur de la présente loi.

Griefs.

Toute mésentente relativement à l'application du présent article est un grief au sens du Code du travail.

Idem.

Nonobstant toute disposition inconciliable du Code du travail ou de la convention collective, ce grief est décidé par l'arbitre nommé en vertu de l'article 17; l'article 89 du Code du travail s'applique à cette décision.

Conven-  
tions col-  
lectives.

**12.** Les conventions collectives prolongées et modifiées en vertu de la présente loi sont des conventions collectives au sens du Code du travail.

**11.** Between the thirtieth and the sixtieth day after the coming into force of this act, the parties to a collective agreement extended by section 3 shall make to it the necessary amendments to give effect to agreements reached between them before the 11th of February 1967, provided that before such date such agreements have been recorded in writing, that they are not inconsistent with the provisions of this act or of the schedule and that the text thereof is sent to the Minister of Education within fifteen days after the coming into force of this act.

Amend-  
ments.

Any disagreement as to the application of this section is a grievance within the meaning of the Labour Code.

Grie-  
vances.

Notwithstanding any inconsistent provision of the Labour Code or of the collective agreement, such grievance shall be decided by the arbitration officer appointed under section 17; section 89 of the Labour Code shall apply to such decision.

Idem.

**12.** Collective agreements extended and amended under this act shall be collective agreements within the meaning of the Labour Code.

Collective  
agree-  
ments.

## SECTION III

## NÉGOCIATION DES CONVENTIONS COLLECTIVES

Comité  
conjoint.

**13.** La Corporation des instituteurs et institutrices catholiques du Québec, la Provincial Association of Catholic Teachers, l'Association provinciale des instituteurs protestants de Québec, La Fédération des commissions scolaires catholiques du Québec et la Quebec Association of Protestant School Boards doivent former avant le 15 mars 1967 un comité conjoint chargé d'aviser le gouvernement sur toute question ayant trait à la négociation à l'échelle provinciale de conventions collectives entre associations d'instituteurs et commissions scolaires.

Idem.

Ce comité peut en outre comprendre deux membres nommés par le ministre de l'éducation après consultation des associations ou organisations les plus représentatives des parents.

## DIVISION III

## NEGOTIATION OF COLLECTIVE AGREEMENTS

**13.** La Corporation des instituteurs et institutrices catholiques du Québec, the Provincial Association of Catholic Teachers, the Provincial Association of Protestant Teachers of Quebec, the Quebec Federation of Catholic School Commissions and the Quebec Association of Protestant School Boards shall form, before the 15th of March 1967, a joint committee to advise the government on any matter respecting the negotiation at the provincial level of collective agreements between associations of teachers and school boards.

Joint com-  
mittee.

Such committee may also include two members appointed by the Minister of Education after consultation with the associations or organizations most representative of parents.

Idem.

Objets des négociations.

**14.** Le lieutenant-gouverneur en conseil détermine, après avoir reçu, le cas échéant, l'avis du comité conjoint visé à l'article 13, les questions qui doivent faire l'objet de négociations à l'échelle provinciale.

Délai.

Le premier arrêté en conseil adopté en vertu du présent article ne peut l'être avant le 15 mai 1967 ni après le 15 juin de la même année.

Publication.

Tout arrêté en conseil adopté en vertu du présent article est publié sans délai dans la *Gazette officielle du Québec*.

Validité de certaines stipulations.

**15.** Une stipulation relative à une question visée à l'article 14 qui est contenue dans une convention collective prenant effet au cours de la période du 30 juin 1968 au 1er juillet 1970 entre une association d'instituteurs et une commission scolaire, n'est valide que si elle est négociée et agréée, pour le compte des associations d'instituteurs, par la Corporation des instituteurs et institutrices catholiques, la Provincial Association of Catholic Teachers et l'Association provinciale des instituteurs protestants de Québec et, pour le compte des commissions scolaires, par le gouvernement, la Fédération des commissions scolaires catholiques du Québec et la Quebec Association of Protestant School Boards.

Délai pour négocier.

**16.** Les négociations sur les questions déterminées en vertu de l'article 14 doivent commencer dès le 17 juillet 1967. À défaut d'accord avant le 1er avril 1968, le lieutenant-gouverneur en conseil nomme une commission pour faire enquête sur le différend; cette commission ne peut rendre une décision ni formuler de recommandations mais seulement constater les faits pertinents; elle possède à cette fin les pouvoirs prévus aux articles 69 à 73 du Code du travail; elle doit, avant le 1er juin 1968, soumettre son rapport au lieutenant-gouverneur en conseil qui le rend public.

**14.** The Lieutenant-Governor in Council shall decide, after having received the advice of the joint committee contemplated in section 13, if any is offered, which matters shall be negotiated at the provincial level.

Matters to be negotiated.

The first order in council under this section shall not be made before the 15th of May 1967 or after the 15th of June of the same year.

Delay.

Every order in council made under this section shall be published forthwith in the *Quebec Official Gazette*.

Publication.

**15.** No provision respecting any matter contemplated in section 14 that is contained in a collective agreement taking effect during the period between the 30th of June 1968 and the 1st of July 1970 between an association of teachers and a school board shall be valid unless negotiated and approved on behalf of the associations of teachers by the Corporation des instituteurs et institutrices catholiques, the Provincial Association of Catholic Teachers and the Provincial Association of Protestant Teachers of Quebec, and on behalf of the school boards by the government, the Quebec Federation of Catholic School Boards and the Quebec Association of Protestant School Boards.

Validity of certain provisions.

**16.** Negotiations respecting the matters determined under section 14 shall begin on or before the 17th of July 1967. Failing agreement before the 1st of April 1968, the Lieutenant-Governor in Council shall appoint a commission to inquire into the dispute; such commission shall make no decision or recommendations but shall only establish the pertinent facts; for such purpose it shall have the powers provided in sections 69 to 73 of the Labour Code; it shall submit its report before the 1st of June 1968 to the Lieutenant-Governor in Council who shall make it public.

Delay to negotiate.

## SECTION IV

## DISPOSITIONS DIVERSES

Arbitre.

**17.** Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme un arbitre qui exerce les fonc-

## DIVISION IV

## MISCELLANEOUS

**17.** The Lieutenant-Governor in Council shall appoint an arbitration officer who

Arbitration officer.

tions prévues à l'article 9 et décide en outre des griefs relatifs à l'application de l'article 11 et des différends relatifs à la revision d'une convention collective en vertu de la présente section.

Arbitres  
adjoins.

Il peut aussi nommer des arbitres adjoints qui exercent les mêmes fonctions et sont investis des mêmes pouvoirs que l'arbitre sous réserve toutefois que leurs décisions doivent être contresignées par l'arbitre; les dispositions de la présente loi, concernant l'arbitre, s'appliquent, sous la même réserve, aux arbitres adjoints.

shall exercise the functions contemplated in section 9 and also decide grievances respecting the application of section 11 and disputes respecting the revision of a collective agreement under this division.

He may also appoint associate arbitration officers who shall exercise the same functions and have the same powers as the arbitration officer except, however, that their decisions must be countersigned by the arbitration officer; the provisions of this act respecting the arbitration officer shall apply to the associate arbitration officers, subject to the same proviso.

Associate  
arbitration  
officers.

Asses-  
seurs.

**18.** L'arbitre est assisté, le cas échéant, dans l'exercice des devoirs de sa charge par deux assesseurs, dont l'un est désigné conjointement par la Corporation des instituteurs et institutrices catholiques du Québec, la Provincial Association of Catholic Teachers et l'Association provinciale des instituteurs protestants de Québec, et l'autre conjointement par la Fédération des commissions scolaires catholiques du Québec et la Quebec Association of Protestant School Boards.

**18.** The arbitration officer shall be assisted, if necessary, in the performance of his duties, by two assessors, one of whom shall be appointed jointly by La Corporation des instituteurs et institutrices catholiques du Québec, the Provincial Association of Catholic Teachers and the Provincial Association of Protestant Teachers of Quebec, and the other jointly by the Quebec Federation of Catholic School Commissions and the Quebec Association of Protestant School Boards.

Assessors.

Séances.

**19.** L'arbitre peut siéger ou délibérer en l'absence des assesseurs ou de l'un d'entre eux.

**19.** The arbitration officer may sit or deliberate in the absence of the assessors or of one of them.

Sittings.

Disposi-  
tions ap-  
plicables.

**20.** Les articles 69 à 79 du Code du travail s'appliquent à l'arbitre dont la décision est dans tous les cas finale et lie les parties; elle peut être exécutée suivant l'article 81 du Code du travail.

**20.** Sections 69 to 79 of the Labour Code shall apply to the arbitration officer whose decision shall in all cases be final and bind the parties; it may be executed in accordance with section 81 of the Labour Code.

Provisions  
to apply.

Avis de  
revision.

**21.** Une partie à une convention collective prolongée par l'article 3 peut, dans les huit jours suivant l'entrée en vigueur de la présente loi, donner à l'autre partie un avis écrit d'au moins huit jours de la date, de l'heure et du lieu où ses représentants seront prêts à rencontrer ceux de l'autre partie pour la revision de la convention collective.

**21.** A party to a collective agreement extended by section 3 may give to the other party, within eight days following the coming into force of this act, a written notice of at least eight days of the date and time when and the place where his representatives will be ready to meet with those of the other party to revise the collective agreement.

Notice of  
revision.

Effet.

**22.** Après l'avis prévu à l'article précédent, les négociations doivent commencer et se poursuivre avec diligence et bonne foi.

**22.** After the notice provided for in the preceding section, negotiations must be begun and carried on diligently and in good faith.

Effect.

Différend  
déféré à  
l'arbitre.

**23.** Si une entente n'est pas intervenue dans les quarante jours suivant l'entrée en vigueur de la présente loi, le différend est déféré par le ministre du travail, agissant d'office ou à la demande de l'une des parties, à l'arbitre nommé en vertu de l'article 17.

**23.** If an agreement is not reached within forty days after the coming into force of this act, the dispute shall be referred by the Minister of Labour, acting *ex officio* or on the application of one of the parties, to the arbitration officer appointed under section 17.

Dispute  
referred to  
arbitra-  
tion offi-  
cer.

Nullité  
de certai-  
nes dis-  
positions.

**24.** Toute disposition d'une convention collective intervenue après l'entrée en vigueur de la présente loi ou toute disposition d'une entente ou sentence arbitrale qui modifie une convention collective prolongée par l'article 3, est nulle si cette disposition est inconciliable avec les dispositions de la présente loi ou de l'annexe ou d'une entente visée à l'article 11.

**24.** Every provision of a collective agreement made after the coming into force of this act or every provision of an agreement or arbitration award that amends a collective agreement extended by section 3, shall be null if inconsistent with the provisions of this act or of the schedule or of an agreement contemplated in section 11.

Nullity of  
certain  
provi-  
sions.

Avis de  
demande  
de revi-  
sion.

**25.** Une partie à une convention collective prolongée par l'article 4 peut, dans les quinze jours suivant la publication du premier arrêté en conseil adopté en vertu de l'article 14, donner à l'autre partie un avis écrit d'au moins huit jours de la date, de l'heure et du lieu où ses représentants seront prêts à rencontrer ceux de l'autre partie pour la revision de la convention collective.

**25.** A party to a collective agreement extended by section 4 may, within fifteen days after publication of the first order in council made under section 14, give to the other party at least eight days' written notice of the day and hour when and the place where its representatives will be ready to meet those of the other party for the purpose of revising the collective agreement.

Notice res-  
pecting  
revision.

Négocia-  
tions.

**26.** Après l'avis prévu à l'article précédent, les négociations doivent commencer et se poursuivre avec diligence et bonne foi.

**26.** After the notice provided for in the preceding section, negotiations must be begun and carried on diligently and in good faith.

Negotia-  
tions.

Différend  
déféré à  
l'arbitre.

**27.** Si une entente n'est pas intervenue avant le 15 août 1967, le différend est déféré par le ministre du travail, agissant d'office ou à la demande de l'une des parties, à l'arbitre nommé en vertu de l'article 17.

**27.** If an agreement is not reached before the 15th of August 1967, the dispute shall be referred by the Minister of Labour acting *ex officio* or, upon application by one of the parties, to the arbitration officer appointed under section 17.

Dispute  
referred to  
arbitra-  
tion offi-  
cer.

Effet de  
la senten-  
ce.

**28.** La sentence arbitrale a l'effet d'une convention collective signée entre les parties; elle prévaut sur toutes dispositions inconciliables de la convention qu'elle modifie.

**28.** The arbitration award shall have the effect of a signed collective agreement between the parties; it shall prevail over any inconsistent provisions of the agreement that it amends.

Effect  
of arbi-  
tration  
award.

Execu-  
tion.

La sentence peut être exécutée suivant l'article 81 du Code du travail.

The award may be executed in accordance with section 81 of the Labour Code.

Execu-  
tion.

Trans-  
mission.

**29.** L'arbitre doit transmettre l'original de la sentence au ministre du travail et une copie au ministre de l'éducation et à chacune des parties.

**29.** The arbitration officer shall send the original of the award to the Minister of Labour and one copy to the Minister of Education and to each of the parties.

Trans-  
mission.



Copie  
d'entente  
au minis-  
tre.

**30.** La Commission des relations de travail du Québec transmet sans délai au ministre de l'éducation une copie de toute entente faite en vertu de la présente section et qui est déposée conformément à l'article 60 du Code du travail.

**30.** The Quebec Labour Relations Board shall send forthwith to the Minister of Education a copy of every agreement made under this division that is filed in accordance with section 60 of the Labour Code.

Copy of  
agreement  
to Min-  
ister.

Nullité de  
certaines  
disposi-  
tions.

**31.** Toute disposition d'une entente ou sentence arbitrale qui modifie une convention collective prolongée par l'article 4 est nulle si cette disposition porte sur une question qui, en vertu du premier arrêté en conseil adopté en vertu de l'article 14, doit faire l'objet de négociations à l'échelle provinciale.

**31.** Every provision of an agreement or arbitration award that amends a collective agreement extended by section 4 shall be null if it deals with a matter which, by the first order in council made under section 14, must be negotiated at the provincial level.

Nullity  
of certain  
provi-  
sions.

Diffé-  
rends sou-  
mis à l'ar-  
bitrage.

**32.** Tout différend relatif à la revision d'une convention collective en vertu de l'article 25 est, pour les fins de l'article 46 du Code du travail, réputé avoir été soumis par les parties à un conseil d'arbitrage.

**32.** Every dispute respecting the revision of a collective agreement under section 25 shall be deemed, for the purposes of section 46 of the Labour Code, to have been submitted by the parties to a council of arbitration.

Disputes  
submit-  
ted for  
arbitra-  
tion.

Effet.

**33.** Les dispositions de la présente loi ont effet nonobstant toute disposition inconciliable d'une loi générale ou spéciale.

**33.** The provisions of this act shall have effect notwithstanding any inconsistent provision of any general law or special act.

Effect.

Disposi-  
tions sau-  
vegardées.

**34.** Sous réserve de l'article 33, les dispositions de la présente loi n'ont pas pour effet de soustraire les instituteurs et commissions scolaires à l'application du Code du travail.

**34.** Subject to section 33, the provisions of this act shall not have the effect of withdrawing the teachers and school boards from the application of the Labour Code.

Provi-  
sions safe-  
guarded.

Entrée en  
vigueur.

**35.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

**35.** This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming  
into force.

## ANNEXE

*Échelle des traitements*

L'échelle des traitements du personnel enseignant établie en vertu de l'article 5 comprend les catégories suivantes:

## SCHEDULE

*Scale of salaries*

The scale of salaries of the teaching staff established under section 5 shall include the following categories:

| Années d'expérience<br>—<br>Years of experience | Années de scolarité / Years of schooling |             |             |             |             |             |             |             |             |             |
|---|--|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
|   | 11                                       | 12          | 13          | 14          | 15          | 16          | 17          | 18          | 19          | 20(*)       |
| 1   | \$3,450                                  | \$3,850     | \$4,250     | \$4,675     | \$5,125     | \$5,600     | \$6,100     | \$ 6,800    | \$ 7,500    | \$ 8,400    |
| 2   | 3,650                                    | 4,050       | 4,450       | 4,880       | 5,335       | 5,820       | 6,335       | 7,055       | 7,780       | 8,680       |
| 3   | 3,855                                    | 4,255       | 4,655       | 5,090       | 5,550       | 6,045       | 6,575       | 7,315       | 8,065       | 8,965       |
| 4   | 4,065                                    | 4,465       | 4,865       | 5,305       | 5,770       | 6,275       | 6,820       | 7,580       | 8,355       | 9,255       |
| 5   | 4,280                                    | 4,680       | 5,080       | 5,525       | 5,995       | 6,510       | 7,070       | 7,850       | 8,650       | 9,550       |
| 6   | 4,500                                    | 4,900       | 5,300       | 5,750       | 6,225       | 6,750       | 7,325       | 8,125       | 8,950       | 9,850       |
| 7   | 4,725                                    | 5,125       | 5,525       | 5,980       | 6,460       | 6,995       | 7,585       | 8,405       | 9,255       | 10,155      |
| 8   | 4,955                                    | 5,355       | 5,755       | 6,215       | 6,700       | 7,245       | 7,850       | 8,690       | 9,565       | 10,465      |
| 9   | 5,190                                    | 5,590       | 5,990       | 6,455       | 6,945       | 7,500       | 8,120       | 8,980       | 9,880       | 10,780      |
| 10  | 5,430                                    | 5,830       | 6,230       | 6,700       | 7,195       | 7,760       | 8,395       | 9,275       | 10,200      | 11,100      |
| 11  | 5,675                                    | 6,075       | 6,475       | 6,950       | 7,450       | 8,025       | 8,675       | 9,575       | 10,525      | 11,425      |
| 12  | 5,925                                    | 6,325       | 6,725       | 7,205       | 7,710       | 8,295       | 8,960       | 9,880       | 10,855      | 11,755      |
| 13  | 6,180                                    | 6,580       | 6,980       | 7,465       | 7,975       | 8,570       | 9,250       | 10,190      | 11,190      | 12,090      |
| 14  | 6,440                                    | 6,840       | 7,240       | 7,730       | 8,245       | 8,850       | 9,545       | 10,505      | 11,530      | 12,430      |
| 15  | 6,705                                    | 7,105       | 7,505       | 8,000       | 8,520       | 9,135       | 9,845       | 10,825      | 11,875      | 12,775      |
| Augmentation annuelle                           | de/from 200                              | de/from 200 | de/from 200 | de/from 205 | de/from 210 | de/from 220 | de/from 235 | de/from 255 | de/from 280 | de/from 280 |
| Annual increase                                 | à/to 265                                 | à/to 265    | à/to 265    | à/to 270    | à/to 275    | à/to 285    | à/to 300    | à/to 320    | à/to 345    | à/to 345    |

(\*) Doctorat exigé en plus du minimum de 20 années de scolarité.

(\*) Doctorate required in addition to 20 years of schooling.

Pour les fins de l'application de cette échelle, les instituteurs sont classés par catégories selon leur scolarité et leur expérience conformément aux critères de classification définis par le ministre de l'éducation.

For the purposes of this scale, teachers are classed by categories according to the schooling they have had and their experience according to the criteria of classification defined by the Minister of Education.